

(1)

(N° 80.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JUILLET 1925.

BUDGET DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE POUR L'EXERCICE 1925 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DU TRAVAIL ET DES ASSURANCES SOCIALES (2), PAR M. **HEYMAN**.

MESSIEURS,

Afin de ne pas retarder davantage la discussion du Budget de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance Sociale, la Commission permanente a chargé votre rapporteur de limiter sa tâche à quelques observations d'ordre pratique.

En ce qui concerne le budget lui-même, nous croyons ne pouvoir mieux faire que d'emprunter quelques considérations du rapport que M. le chevalier de Ghellinck d'Elsegheem a présenté au Sénat

« Si les augmentations du budget primitivement réclamées pour 1925 se rapportaient en ordre principal aux crédits pour le paiement des pensions vieillesse, les augmentations prévues au budget déposé à nouveau proviennent notamment de la péréquation des traitements; il est à remarquer aussi que, par suite de la nouvelle classification du personnel, établie par le règlement organique du Département en date du 8 septembre 1924, et du transfert, dans les cadres de l'administration centrale, du personnel administratif des services techniques, c'est l'article 2 du tableau qui supporte le poids de cette augmentation : celle-ci monte à 1,274,000

(1) Budget, n° 4ix.

(2) Composition de la Commission du Commerce, de l'Industrie du Travail et des Assurances et de la Prévoyance sociales : MM. Pirmez, président, Boël, Debacker, De Bruycker, Delattre, Delor, Delvigne, Dierkens, Falony, Heyman, Libbrecht, Mampaey, Pater, Pecher, Uytroever, Van Caenegem.

francs, mais, par contre, certains autres articles, notamment les articles 34, 42, 48, 63, 87, 94, subissent du même coup une diminution proportionnelle de 315,710 francs.

Cet article comprend en outre une charge temporaire de 108,290 francs du fait de l'administration du ravitaillement en liquidation.

La nouvelle loi sur la pension de vieillesse des ouvriers mineurs exige des crédits nouveaux : ils font l'objet de l'article 33bis nouveau.

La dépense prévue est de 17,300,000 francs qui se subdivise comme suit :

1° Majorations et contributions à charge de l'État aux titulaires de rentes de vieillesse et de survie (art. 15, 21, 33 et 38 de la loi du 30 décembre 1924, 9,300,000 francs ;

2° Allocations annuelles de 360 francs aux titulaires d'une pension ou d'un complément de pension avant le 1^{er} janvier 1925, 8,000,000 de francs.

Mais cette dernière somme ayant été prévue au budget présenté en octobre 1924 à l'article 80 dans le crédit global de 125 millions de francs (en augmentation de 25.000,000 sur le budget de 1924), ce dernier crédit se trouve diminué d'une somme équivalente et est ainsi réduit à 117,000,000 de francs.

Il faut remarquer, en effet, que la nouvelle loi sur les pensions de vieillesse en général, n'entrant en vigueur que le 1^{er} janvier 1926, ce n'est qu'au budget de 1926 que cette loi influencera les crédits destinés à faire face aux dépenses prévues par cette législation.

De nouveaux crédits sont également demandés :

A l'article 12bis, organisation de cours de flamand. Les mauvaises traductions administratives justifient pleinement cette innovation.

A l'article 12ter, 167,561 francs; c'est la charge incombant au Département dans les frais de la correspondance administrative.

Article 33ter. Conséquence de la loi sur les pensions de vieillesse des ouvriers mineurs.

Article 101bis. Création d'une Commission nationale de la production industrielle par arrêté royal en date du 1^{er} décembre 1924.

Article 118. Erection d'un pavillon dans le parc de la foire commerciale de Milan. Un crédit, à titre exceptionnel, de 265,000 francs est demandé dans le but de sauvegarder les intérêts belges sur le marché italien.

Il nous reste à signaler une augmentation de crédit de 95,000 francs à l'article 100, afin de permettre la reproduction en bronze de deux statues de Meunier destinées à la décoration du Palais du Bureau international du Travail, à Genève. C'est une charge temporaire supportée par le budget ordinaire.

D'autres augmentations de crédit sont demandées aux articles 60, 61 et 62, en faveur de l'enseignement industriel et professionnel. Si ces majorations de crédit sont importantes (près de 7,000,000), tous nous serons d'accord pour les approuver sans réserves, étant donné l'importance toujours croissante de cet enseignement et l'obligation d'assurer une situation convenable à ceux qui s'y consacrent.

L'article 106 a subi une modification de libellé, afin de faire mieux ressortir l'importance donnée aux crédits destinés aux institutions ayant organisé la lutte contre la tuberculose.

Le budget déposé en octobre 1924, pour l'exercice 1925, se présentait comme suit :

Dépenses ordinaires.	fr. 173,080,931
Dépenses exceptionnelles	22,438,901
Soit au total.	fr. 195,519,832

Soit une augmentation de 23,659,830 francs sur le budget de 1924.

Le nouveau budget de 1925 se présente comme suit :

Dépenses ordinaires	192.062,928
Dépenses extraordinaires	24,347,000
Soit au total	fr. 216,409,928

Il est donc en augmentation de 20,890,096 francs sur le budget déposé en octobre 1924. et de 44,549,926 francs sur le budget de 1924 ».

Le Sénat s'est rallié aux modifications suivantes :

Art. 39. — Le subside à l'Institut National des Mines est porté de 100,000 fr. à 150,000 francs,

Art. 62. — Les subsides octroyés à l'enseignement industriel, professionnel, commercial et économique sont portés de 25,543,000 francs à la somme de 26,552.000 francs.

* * *

La Commission a exprimé le désir que le Gouvernement insiste pour obtenir le vote par la Chambre de quelques projets de loi qui ont déjà été admis par le Sénat.

Je cite entre autres :

1° La loi sur la nomination des délégués ouvriers auprès de l'inspection des mines.

2° La loi sur les Conseils de prud'hommes.

3° La loi sur les assurances-vie.

* * *

Certains membres ont émis des plaintes au sujet du retard qu'on constate encore tous les jours dans la liquidation des pensions de vieillesse.

On a cité des vieillards qui ont dû attendre pendant huit à neuf mois la liquidation de leur pension.

Un très grand retard se produit aussi par suite des changements de résidence des intéressés ou d'une modification du taux de la pension.

Dans ces cas les anciens titres de pension sont rappelés et ce n'est souvent qu'après plusieurs mois que les nouveaux titres arrivent. Dans l'entretemps les vieillards ne peuvent pas toucher leur pension.

Nous savons que la faute n'en est pas à la Direction du Département. On y rencontre toujours de la bonne volonté et beaucoup d'empressement à trouver une solution favorable aux mille questions qui lui sont adressées.

Mais la Commission en présentant ces observations a songé avant tout à l'appli-

cation de la nouvelle loi sur les pensions de vieillesse à partir du 1^{er} janvier 1926.

Des milliers de titres devront être révisés par suite de l'exemption intégrale du salaire des intéressés.

La Commission exprime le vœu que la révision ne donnera pas lieu à une suspension dans la liquidation des anciens titres, et que éventuellement le supplément serait ultérieurement payé.

*
* *

La Commission, à l'unanimité de ses membres, moins une abstention, adopté le budget. Elle espère que la Chambre le votera à son tour.

Le Rapporteur,

H. HEYMAN.

Le Président,

M. PIRMEZ,



(N^o 80.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JULI 1925.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN NIJVERHEID, ARBEID EN SOCIALE VOORZORG VOOR HET DIENSTJAAR 1925 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR NIJVERHEID, ARBEID EN SOCIALE
VOORZORG, (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

Ten einde de bespreking der Begrooting van Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg niet langer uit te stellen, heeft de bestendige Commissie uw verslaggever gelast zijn taak dit jaar te beperken tot het ontwikkelen van enkele punten van practischen aard.

Voor wat het budget zelf aangaat, meenen wij niets beters te kunnen doen, dan de enkele beschouwingen over te nemen, welke Ridder de Ghellienk d'Elseghem uiteenzette in zijn verslag uitgebracht in den Senaat.

« Ziehier wat de achtbare verslaggever schreef :

De aanvankelijk voor 1925 gevraagde verhoogingen der begrooting stonden hoofdzakelijk in verband met de credieten tot uitbetaling der ouderdomspensioenen, terwijl de verhoogingen, voorzien op de andermaal ingediende begrooting, inzonderheid uit de loonregeling voortvloeien; nog dient er opgemerkt dat, ingevolge de nieuwe rangschikking van het personeel, ingevoerd bij de verordening tot inrichting van het Departement, d. d. 8 September 1924, en naar aanleiding van het overplaatsen van het bestuurspersoneel der technische diensten in de kaders van het hoofdbestuur, het op artikel 2 der tabel is dat het gewicht dezer

(1) Begrooting, n^o 41x.

(2) Samenstelling der *Bestendige Commissie voor Handel, Nijverheid, Arbeid en Sociale Voorzorg* : De heeren Pirmez, voorzitter, Boël, Debaecker, De Bruycker, Delattre, Delor, Delvigne, Dierkens, Falony, Heyman, Pirmez, Libbrecht, Mampaey, Pater, Pecher, Uytroever, Van Caenegem.

verhooging drukt ; deze bedraagt 1,274,000 frank, maar daarentegen ondergaan sommige andere artikelen, inzonderheid de artikelen 34, 42, 48, 63, 87, 94, tevens eene evenredige vermindering van 315,710 frank.

Dit artikel bevat daarbuiten een tijdelijken last van 108,290 frank voor den dienst van de bevoorrading die gelijkwideerd wordt.

De nieuwe wet op de ouderdomspensioenen der mijnwerkers vergt nieuwe credieten : deze worden voorzien bij artikel 33*bis* nieuw.

De voorziene uitgave bedraagt 17,300,000 frank, als volgt onderverdeeld :

1° Aanvullingen en bijdragen ten laste van den Staat aan de dragers van ouderdoms- en overlevingsrenten (art. 15, 31, 33 en 38 der wet van 30 December 1924) : 9,300,000 frank ;

2° Jaarlijkse toekenningen van 360 frank aan de titularissen van een pensioen of een pensioentoeslag vóór 1 Januari 1925, 8,000,000 frank.

Doch, daar deze laatste som voorzien werd bij artikel 80 der begrooting, neergelegd in October 1924 in het globaal crediet van 125 millioen (verhooging van 25,000,000 frank op de begrooting van 1924), wordt dit laatste crediet aldus met een gelijkwaardig bedrag verminderd en derwijze herleid op 117,000,000 frank.

Men moet inderdaad inzien dat de nieuwe wet op de ouderdomspensioenen in 't algemeen slechts toegepast wordt vanaf 1 Januari 1926 en dat deze wet dus enkel in 1926 een invloed zal hebben op de credieten bestemd om de gevolgen van die wetgeving te dekken.

Nieuwe credieten worden insgelijks aangevraagd :

Bij artikel 12*bis*, inrichting van Vlaamsche leergangen. De slechte bestuurlijke vertalingen billijken volkomen deze nieuwigheid ;

Bij artikel 12*ter*, 167,561 frank : aandeel van het Departement in de kosten van de bestuurlijke briefwisseling ;

Bij artikel 33*ter*. Gevolg van de wet op de ouderdomspensioenen der mijnwerkers ;

Bij artikel 101*bis*. Instelling, bij koninklijk besluit van 1 December 1924, van eene Nationale Commissie voor de nijverheidsvoortbrengst ;

Bij artikel 118. Oprichting van een paviljoen in het park van de jaarbeurs te Milaan. Ten uitzonderlijken titel werd een crediet van 263,000 frank gevraagd om de Belgische belangen op de Italiaansche markt te beschermen.

Wij moeten nog wijzen op een credietverhooging van 95,000 frank bij artikel 100, ten einde de weergave in brons mogelijk te maken van twee beeldhouwwerken van Meunier, bestemd ter versiering van het Paleis van het Internationaal Bureau van den Arbeid, te Geneve. Dit is een tijdelijke last door de gewone begrooting gedragen.

Andere credietverhoogingen worden gevraagd bij de artikelen 60, 61 en 62, ten voordeele van het nijverheids- en beroepsonderwijs. Gelet op het immer stijgend belang van dit onderwijs, en op de verplichting een behoorlijken stand te bezorgen aan degenen die er zich mee gelasten, zullen wij het allen eens zijn om die aanzienlijke verhoogingen (bijna 7,000,000) zonder voorbehoud goed te keuren.

De tekst van artikel 106 werd gewijzigd ten einde beter het belang te doen uitschijnen van de credieten verleend aan de inrichtingen die den strijd tegen de tering hebben aangegaan.

De begrooting in October 1924 voor het dienstjaar 1925 neergelegd, deed zich voor als volgt :

Gewone uitgaven	fr. 173,080,934
Uitzonderlijke uitgaven	22,438,904
Samen.	fr. 195,519,832

Hetzij een verhooving van 23,659,830 frank op de begrooting van 1924.
De nieuwe begrooting voor 1925 voorziet aldus :

Gewone uitgaven	fr. 192,062,928
Buitengewone uitgaven	24,347,000
Te zamen.	fr. 216,409,928

Er is dus eene verhooving van 20,890,096 frank op de in October 1924 ingediende begrooting, en van 44,549,926 frank op de begrooting van 1924.

De Senaat heeft verder twee wijzigingen aangenomen :

De eerste : art. 39. De toelage aan het Nationaal mijninstituut wordt gebracht van 100,000 frank op 150,000 frank.

De tweede : art. 62. De toelagen verleend aan het nijverheids- handels- en huishoudonderwijs worden gebracht van 25,543,000 frank op 26,552,000 frank.

. . .

De Commissie heeft den wensch uitgedrukt dat de Regeering er dringend zou aan medewerken om de stemming te verkrijgen door de Kamer van eenige wetsontwerpen reeds door den Senaat aangenomen.

Wij noemen onder meer :

- 1^o De wet op het benoemen van arbeidersafgevaardigden bij de mijninspectie;
- 2^o De wet op de werkrechtersraden;
- 3^o De wet op de levensverzekeringen.

. . .

Verscheidene leden der Commissie hebben klachten doen hooren betrekkelijk de vertraging welke nog steeds te betreuren is in de uitbetaling der ouderdomspensioenen,

Gevallen werden aangehaald van ouderlingen die acht en negen maanden moesten wachten vóóraler zij de uitbetaling bekwamen van het hun toegekende ouderdomspensioen.

Een zeer groote vertraging doet zich soms ook voor wanneer de belanghebbers van woonplaats veranderen of wanneer een wijziging in het bedrag van het pensioen moet gebracht worden. In deze gevallen worden de oude pensioentitels binnengevraagd en er verloopen soms verschillende maanden vóóraler de nieuwe titels toekomen. Intusschen kunnen de ouderlingen hun pensioen niet ontvangen.

Wij weten dat de fout hiervan niet ligt bij het bestuur van het Ministerie. Steeds wordt hier goede wil en dienstvaardigheid gevonden tot het geven van een gunstige oplossing aan de duizenden vragen welke haar worden toegestuurd.

Maar de Commissie heeft bij het voorleggen dezer bemerkingen vooral gedacht aan de toepassing der nieuwe ouderdomspensioenwet vanaf 1 Januari 1926.

Door het volledig vrijstellen van het loon der belanghebbenden, zullen duizenden titels moeten herzien worden.

De Commissie drukt den wensch uit, dat de herziening geen aanleiding geven kan tot het schorsen der uitbetalingen van het bedrag der oude titels, en dat desgevallend het supplement nadien zou uitbetaald worden.

De Commissie heeft met algemeene stemmen min één onthouding de begroeting goedgekeurd. Zij hoopt op de goedkeuring der Kamer.

De Verslaggever,

HENRI HEYMAN.

De Voorzitter,

M. PIRMEZ.
